

Commission : Affaires politiques internationales

Question : La communauté internationale face à l'ébauche d'un état sunnite au Moyen-Orient

Pays : Tunisie

Depuis désormais plusieurs années, l'autoproclamé état islamique monte en puissance au Moyen Orient. Son essor est en grande partie lié aux déstabilisations géopolitiques causées par les guerres en Irak puis en Syrie, et cet essor représente un danger réel pour l'ensemble de la communauté internationale.

La Tunisie entreprend un combat interne continu contre les terroristes, malgré tout, nous ne nous trouvons pas à l'abri de leurs actions : l'attentat de Sousse survenu le 26 juin 2015 dans la station balnéaire de Port El-Kantaoui, ayant fait 39 morts et 39 blessés, et l'attaque du mardi 24 novembre en pleine capitale, faisant treize morts, ont tous deux été revendiqués par l'EI.

Cette organisation ne cesse d'attirer de jeunes tunisiens qui rejoignent leurs rangs ; on en compte déjà 3000. Ce nombre alarmant peut être expliqué : notre pays est considéré par les « califes » comme la prochaine étape dans le projet d'extension de leur « empire » ; nos jeunes sont donc éblouis par l'idée d'une renaissance du Califat des Abbassides. La Tunisie et l'ensemble des pays arabes doivent donc entreprendre une vraie campagne éducative pour rappeler les principes des anciens Empires Islamiques qui ne sont en rien respectés par Daesh, comme la tolérance religieuse du système des « millets ».

La Syrie est au cœur du problème et les solutions dépendent d'un consentement international pour régler la crise politique de ce pays. Le président Bachar Al Assad jusqu'à présent, n'est pas considéré par une partie de la communauté internationale comme un allié contre les terroristes. Cependant cette position n'a toujours pas porté ses fruits. La Tunisie, qui vient de renouer les relations diplomatiques avec la Syrie en avril, a un avis ferme et déterminé sur la question : négocier avec Al Assad est indispensable autant pour permettre la transition politique en Syrie que pour détruire l'état islamique, ennemi à combattre avec urgence.

Une opération militaire multilatérale serait donc être envisageable, mais seulement au cas où celle-ci soit radicalement opposée à celles des modèles interventionnistes qui, ironiquement, ont été en grande partie responsables de l'ébauche d'ISIS. Une intervention similaire visant à destituer le président syrien est donc condamnable.

Cette position s'appuie sur notre propre expérience politique : en 2011 le peuple est sorti manifester son mépris envers le système de l'époque et le dictateur Ben Ali. Un peuple déterminé, sans soutien logistique ou militaire de la part des puissances occidentales, a instauré la démocratie. Et c'est cela qui devrait se passer en Syrie : sans ingérence, le peuple doit, s'il le souhaite, se détacher, à l'exemple de la Tunisie, des chaînes qui l'oppressent. Si cette transition n'est pas spontanée ni nationale, le chaos de la Lybie ou de l'Egypte post printemps arabe menacerait la Syrie. Le respect des minorités religieuses et le droit des femmes garantis par le régime actuel pourraient disparaître si un changement brutal soutenu par les puissances étrangères a lieu.

L'objectif premier de notre Nation est donc de mener un persévérant combat contre cette organisation terroriste afin de l'éradiquer. Pour cela, nous réitérons que le « ni-ni », prôné par la France notamment, n'est pas la stratégie à adopter. La sortie de la crise dépend d'une négociation avec Bachar Al-Assad.